

FONDS
D'EQUIPEMENT
COMMUNAL
صندوق التجهيز
الجماعي



RESULTATS

au 31 décembre 2018

BILAN		
(en milliers MAD)		
ACTIF	31 déc 2018	31 déc 2017
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	1 048	28 608
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	1 710	2 948
A Vue	1 710	2 948
A Terme	-	-
CREANCES SUR LA CLIENTELE	20 286 309	18 720 848
Crédits de Trésorerie et à la Consommation	1 802	3 007
Crédits à l'Équipement	20 237 506	17 990 587
Crédits immobiliers	22 444	23 007
Autres Crédits	24 557	704 247
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Titres de Propriété	-	-
AUTRES ACTIFS	49 208	53 046
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créances	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	25	25
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	716	1 132
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	52 985	52 856
TOTAL ACTIF	20 392 002	18 859 463

PASSIF		
(en milliers MAD)		
	31 déc 2018	31 déc 2017
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	-	-
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	6 772 749	6 516 083
A Vue	-	-
A Terme	6 772 749	6 516 083
DEPOTS DE LA CLIENTELE	-	-
Comptes à Vue Crédeurs	-	-
Comptes d'Épargne	-	-
Dépôts à Terme	-	-
Autres Comptes Crédeurs	-	-
TITRES DE CREANCE EMIS	9 129 420	9 110 793
Titres de Créance Négociables	3 031 113	3 696 492
Emprunts Obligataires	6 098 307	5 414 302
Autres Titres de Créances Emis	-	-
AUTRES PASSIFS	26 675	30 190
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 500	13 583
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	1 000 000	-
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	2 188 813	1 932 091
CAPITAL	1 000 000	1 000 000
ACTIONNAIRES : CAPITAL NON VERSE (-)	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-	-
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	269 846	256 722
TOTAL PASSIF	20 392 002	18 859 463

HORS BILAN		
(en milliers MAD)		
	31 déc 2018	31 déc 2017
ENGAGEMENTS DONNES	8 131 480	7 696 285
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	8 131 480	7 696 285
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	1 095 250	500 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 095 250	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'Organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES		
(en milliers MAD)		
	31 déc 2018	31 déc 2017
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 082 557	998 989
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	7 032	8 606
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 058 143	990 383
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Produits sur titres de propriété	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	-	-
Autres produits bancaires	17 382	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	588 132	515 079
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	260 032	243 395
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	327 721	271 470
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	379	215
PRODUIT NET BANCAIRE	494 426	483 910
Produits d'exploitation non bancaire	1 878	2 229
Charges d'exploitation non bancaire	185	165
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	58 778	58 274
Charges de personnel	42 666	43 984
Impôts et taxes	825	825
Charges externes	7 243	6 704
Autres charges générales d'exploitation	4 008	3 195
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	4 037	3 566
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	11 196	13 710
Dotation aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	6 696	127
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	4 500	13 583
REPRISE DE PROVISIONS ET RECUPERATION SUR CREANCES AMORTIES	14 226	2 338
Reprise de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	643	2 338
Récupération sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	13 583	-
RESULTAT COURANT	440 370	416 328
Produits non courants	270	144
Charges non courantes	10 000	0
RESULTAT AVANT IMPOTS	430 640	416 471
Impôts sur les résultats	160 794	159 749
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	269 846	256 722

ETATS DE SYNTHESE

au 31 décembre 2018

ETAT DES SOLDES DE GESTION		
(en milliers MAD)		
I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31 déc 2018	31 déc 2017
(+) Intérêts et produits assimilés	1 065 175	998 989
(-) Intérêts et charges assimilées	587 753	514 865
MARGE D'INTERET	477 423	484 124
(+) Produits sur immobilisations en crédit bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit bail et en location	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(+) Commissions perçues	-	-
(-) Commissions servies	379	215
MARGE SUR COMMISSIONS	- 379	- 215
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	17 382	-
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	17 382	-
(+) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	494 426	483 910
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	1 878	2 229
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	185	165
(-) Charges générales d'exploitation	58 778	58 274
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	437 340	427 700
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	6 053	2 211
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	- 9 083	13 583
RESULTAT COURANT	440 370	416 328
RESULTAT NON COURANT	- 9 730	144
(-) Impôts sur les résultats	160 794	159 749
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	269 846	256 722

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
(en milliers MAD)		
	31 déc 2018	31 déc 2017
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	269 846	256 722
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	4 037	3 566
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	4 500	13 583
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions	13 583	-
(-) Plus values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	360
(+) Moins values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) plus values de cession sur immobilisations financières	-	-
(+) Moins values de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	264 799	273 511
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	264 799	273 511

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE		
(en milliers MAD)		
	31 déc 2018	31 déc 2017
Produits d'exploitation bancaire perçus	1 082 557	998 989
Récupérations sur créances amorties	-	-
Produits d'exploitation non bancaire perçus	2 148	2 373
Charges d'exploitation bancaire versées	588 132	515 079
Charges d'exploitation non bancaire versées	10 185	165
Charges générales d'exploitation versées	54 742	54 708
Impôts sur les résultats versés	160 794	159 749
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	270 852	271 660
Variation des :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 237	189
Créances sur la clientèle	1 567 405	2 456 838
Titres de transaction et de placement	-	-
Autres actifs	270	4 356
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	256 666	1 130 152
Dépôts de la clientèle	-	-
Titres de créance émis	18 627	995 633
Autres passifs	3 516	12 922
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	- 1 294 662	- 339 808
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	- 1 023 810	- 68 147
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	3 750	2 076
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 3 750	- 2 076
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	1 000 000	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	-	-
Autres	-	-
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	1 000 000	-
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	- 27 560	- 70 223
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	28 608	98 832
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1 048	28 608

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000.

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de :
 - 20 % pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur.

Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	<h1>Néant</h1>	
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	<h1>Néant</h1>	
II. Changements affectant les règles de présentation		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank AMaghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
					31 déc 2018	31 déc 2017
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	385	1 710	-	-	2 095	30 750
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	647	-	-	-	647	794
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 032	1 710	-	-	2 742	31 544

CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31 déc 2018	31 déc 2017
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	1 802	1 802	3 007
CREDITS A L'EQUIPEMENT	19 553 091	-	-	-	19 553 091	17 330 557
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	-	22 444	22 444	23 007
AUTRES CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	699 695
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	684 415	-	-	-	684 415	660 142
CREANCES EN SOUFFRANCE	24 557	-	-	-	24 557	4 440
Créances pré-douteuses	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses	23 292	-	-	-	23 292	1 064
Créances compromises	1 265	-	-	-	1 265	3 376
TOTAL	20 262 063	-	-	24 246	20 286 309	18 720 848

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

(en milliers MAD)

Titres	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total	
			Financiers	Non financiers	31 déc 2018	31 déc 2017
Titres cotés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
Titres non cotés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
TOTAL						

Néant

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

(en milliers MAD)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net	
Participations dans les entreprises liées									
Autres titres de participation									
MAROCLEAR SA	Dépositaire central	20 000	0,125	25	25	31/12/2017	299 670	8 882	-
TOTAL PARTICIPATIONS				25	25		299 670	8 882	-
EMPLOIS ASSIMILES				-	-		-	-	-
TOTAL GENERAL				25	25		299 670	8 882	-

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

ACTIF	31 déc 2018	31 déc 2017
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	2 883	35 359
Sommes dues par l'Etat	2 182	33 386
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	-	-
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	701	1 973
Valeurs et emplois divers	-	-
Comptes de régularisation	21 685	17 687
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	10 876	11 370
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	7 449	5 966
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	3 019	9
Autres comptes de régularisation	341	341
Créances en souffrance sur opérations diverses	24 641	-
TOTAL	49 208	53 046

CREANCES SUBORDONNEES

(en milliers MAD)

CREANCES SUBORDONNEES	Montant				Dont entreprises liées et apparentées	
	31 déc 2018		31 déc 2017		31 déc 2018	31 déc 2017
	Brut	Provisions	Net	Net	Net	Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	<h1>Néant</h1>				<h1>Néant</h1>	
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

IMMOBILISATION DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

(en milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements			Provisions	Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice		
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat									
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles									
Crédit-bail mobilier									
Crédit-bail mobilier en cours									
Crédit-bail mobilier loué									
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation									
Crédit-bail immobilier									
Crédit-bail immobilier en cours									
Crédit-bail immobilier loué									
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Créances en souffrance									
Immobilisations données en location simple									
Biens mobiliers en location simple	18 280	-	-	18 280	247	14 759	-	-	3 520
Biens immobiliers en location simple	18 280	-	-	18 280	247	14 759	-	-	3 520
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Créances en souffrance									
TOTAL	18 280	-	-	18 280	247	14 759	-	-	3 520

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES

(en milliers MAD)

	31 déc 2018		31 déc 2017	
	CREANCES	PROVISIONS	CREANCES	PROVISIONS
Prêts Classiques				
Créances prédouteuses	-	-	-	-
Créances douteuses	26 985	2 587	1 218	118
Créances compromises	5 927	5 344	6 800	5 503
Sous total 1	32 912	7 931	8 018	5 622
Prêts MEN *				
Créances prédouteuses	-	-	-	-
Créances douteuses	-	-	-	-
Créances compromises	1 767	312	3 686	677
Sous total 2	1 767	312	3 686	677
TOTAL GÉNÉRAL	34 679	8 243	11 704	6 298

* Prêts pris en charge par le budget du Ministère de l'Education Nationale (MEN) pour la réalisation de projets dans le cadre de la convention signée entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Education Nationale et le FEC.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
31 déc 2018
(en milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumuls	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 285	60	-	20 345	19 154	475	-	19 629	716
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	20 285	60	-	20 345	19 154	475	-	19 629	716
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	118 882	3 691	-	122 573	66 027	3 562	-	69 589	52 985
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	69 323	-	-	69 323	22 202	1 552	-	23 754	45 569
Terrain d'exploitation	7 229	-	-	7 229	-	-	-	-	7 229
Immeubles d'exploitation, Bureaux	61 194	-	-	61 194	21 711	1 530	-	23 241	37 954
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	900	-	-	900	491	23	-	514	386
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	25 777	741	-	26 518	23 706	892	-	24 598	1 920
Mobilier de bureau d'exploitation	7 710	166	-	7 876	7 379	58	-	7 438	438
Matériel de bureau d'exploitation	947	2	-	949	866	28	-	894	55
Matériel informatique	15 856	574	-	16 429	14 433	671	-	15 104	1 325
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 264	-	-	1 264	1 027	135	-	1 162	102
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION	14 158	2 950	-	17 108	13 609	749	-	14 358	2 750
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.	9 624	-	-	9 624	6 510	368	-	6 879	2 746
Terrains hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles hors exploitation	5 545	-	-	5 545	3 229	139	-	3 368	2 177
Mobilier et matériel hors exploitation	2 246	-	-	2 246	1 930	111	-	2 041	205
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 833	-	-	1 833	1 351	118	-	1 469	364
TOTAL	139 168	3 750	-	142 918	85 180	4 037	-	89 217	53 701

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
					31 déc 2018	31 déc 2017
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	-	-	-	-
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	300 000	-	-	300 000	-
au jour le jour	-	300 000	-	-	300 000	-
à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	6 038 958	-	184 103	6 223 061	6 270 261
AUTRES DETTES	-	-	-	184 638	184 638	178 145
INTERETS COURUS A PAYER	-	61 875	-	3 175	65 049	67 677
TOTAL	-	6 400 833	-	371 916	6 772 749	6 516 083

DEPOTS DE LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31 déc 2018	31 déc 2017
Comptes à vue créditeurs	-	-	-	-	-	-
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	-	-	-	-	-
Autres comptes créditeurs	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-

TITRES DE CREANCES EMIS

31 déc 2018

(en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques			Montant	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement		Entreprises liées	Autres apparentés	
titres de créance négociables						2 989 500			
Certificat de Dépôt	02/02/2012	02/02/2019	100	3,08%	In fine	202 500	-	-	-
Certificat de Dépôt	15/05/2012	15/05/2019	100	3,05%	In fine	224 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	07/05/2014	07/05/2019	100	3,04%	In fine	65 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	07/05/2014	07/05/2019	100	4,54%	In fine	50 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	20/05/2014	20/05/2019	100	3,08%	In fine	350 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	26/06/2014	26/06/2019	100	3,06%	In fine	170 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	26/06/2014	26/06/2019	100	4,40%	In fine	100 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	24/12/2014	24/12/2021	100	2,93%	In fine	150 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	24/12/2014	24/12/2019	100	2,78%	In fine	150 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	24/03/2015	23/03/2022	100	2,80%	In fine	328 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	18/09/2017	18/09/2022	100	2,69%	In fine	350 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	18/09/2017	18/09/2022	100	3,25%	In fine	300 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	06/10/2017	06/10/2022	100	2,72%	In fine	250 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	06/10/2017	06/10/2022	100	3,19%	In fine	300 000	-	-	-
Emprunts obligataires						6 006 267			
Emprunts obligataires	20/01/2012	20/01/2027	100	5,30%	Amortissable	600 000	-	-	-
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2029	100	4,32%	Amortissable	622 600	-	-	-
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2024	100	3,05%	In fine	151 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2030	100	4,60%	Amortissable	576 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	3,00%	In fine	60 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	3,10%	In fine	220 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,92%	Amortissable	277 333	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2026	100	2,94%	In fine	225 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,34%	Amortissable	394 333	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,93%	Amortissable	746 667	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2027	100	2,94%	In fine	200 000	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,14%	Amortissable	933 333	-	-	-
Emprunts obligataires	19/07/2018	19/07/2028	100	3,84%	Amortissable	1 000 000	-	-	-
TOTAL						8 995 767			

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance

(2) Amortissement : Annuel - In fine

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

(en milliers MAD)

PASSIF	31 déc 2018	31 déc 2017
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Créditeurs divers	17 641	22 319
Sommes dues à l'Etat	13 676	19 245
Sommes dues aux organismes de prévoyance	1 265	1 196
Sommes diverses dues au personnel	19	116
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-
Fournisseurs de biens et services	2 567	1 677
Divers autres créditeurs	114	85
Comptes de régularisation	9 033	7 871
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	169	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	8 575	7 509
Autres comptes de régularisation	290	362
TOTAL	26 675	30 190

PROVISIONS

(en milliers MAD)

	Encours 31 déc 2017	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31 déc 2018
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	17 754	6 696	643	-	23 806
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	6 298	2 587	643	-	8 243
Titres de placement	-	-	-	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	11 455	4 108	-	-	15 564
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	13 583	4 500	13 583	-	4 500
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	13 583	4 500	13 583	-	4 500
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	31 336	11 196	14 226	-	28 306

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

(en milliers MAD)

	Objet économique	Montant global	Montant 31 déc 2017	Utilisation 31 déc 2018	Montant 31 déc 2018
Subventions					
Fonds publics affectés					
Fonds spéciaux de garantie					
TOTAL					

Néant
CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31 déc 2017	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31 déc 2018
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	1 932 091	256 722	-	2 188 813
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	1 932 091	256 722	-	2 188 813
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-
Capital	1 000 000	-	-	1 000 000
Capital appelé	-	-	-	-
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	1 000 000	-	-	1 000 000
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets de l'exercice (+/-)	256 722	- 256 722	269 846	269 846
TOTAL	3 188 813	-	269 846	3 458 658

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31 déc 2018	31 déc 2017
Engagements de financement et de garantie donnés	8 131 480	7 696 285
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouverture de crédit confirmée	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8 131 480	7 696 285
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouverture de crédit confirmée		

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

(en milliers MAD)

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31 déc 2018	31 déc 2017	31 déc 2018	31 déc 2017
Opérations de change à terme				
Devises à recevoir				
Dirhams à livrer				
Devises à livrer				
Dirhams à recevoir				
Dont swaps financiers de devises				
Engagements sur produits dérivés				
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

Néant

DETTES SUBORDONNEES

(en milliers MAD)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordonné et convertibilité	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées		Dont entreprises apparentées	
							Montant (c/v MAD) 31 déc 2018	Montant (c/v MAD) 31 déc 2017	Montant (c/v MAD) 31 déc 2018	Montant (c/v MAD) 31 déc 2017
Dirhams	200 000		3,07%	10		200 000				
Dirhams	800 000		3,12%	10		800 000				
TOTAL	1 000 000					1 000 000				

(1) Cours Bank Al-Maghrib au 31/12/N

(2) Eventuellement indéterminée

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

31 déc 2018

(en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du Hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	380 000	Compte 2313	380 000
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	380 000		380 000

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du Hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	-		-

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

31 déc 2018

(en milliers MAD)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
	ACTIF					
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 095	-	-	-	-	2 095
Créances sur la clientèle	31 409	459 606	846 392	7 024 769	11 213 496	19 575 673
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	33 504	459 606	846 392	7 024 769	11 213 496	19 577 768
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	37 832	358 542	480 476	2 217 369	3 613 480	6 707 700
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	66 667	202 500	1 451 933	3 316 400	3 958 267	8 995 767
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	1 000 000	1 000 000
TOTAL	104 499	561 042	1 932 410	5 533 769	8 571 747	16 703 466

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

31 déc 2018

(en milliers MAD)

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire

Néant

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

31 déc 2018

(en milliers MAD)

BILAN	Montant
ACTIF	-
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-
Créances sur la clientèle	-
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	371 916
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	371 916
Dépôts de la clientèle	-
Titres de créance émis	-
Autres passifs	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN	Montant
ENGAGEMENTS DONNES	-
ENGAGEMENTS RECUS	1 095 250

MARGE D'INTERET

(en milliers MAD)

	31 déc 2018	31 déc 2017
Intérêts perçus	1 065 175	998 989
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	7 032	8 606
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 058 143	990 383
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Intérêts servis	587 753	514 865
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	260 032	243 395
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	327 721	271 470
TOTAL	477 423	484 124

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

31 déc 2018

(en milliers MAD)

CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus
Titres de placement	
Titres de participation	
Participations dans les entreprises liées	
Titres de l'activité de portefeuille	
Emplois assimilés	
TOTAL	

Néant



COMMISSIONS

(en milliers MAD)

	31 déc 2018	Montant
Commissions perçues		
Sur opérations avec les établissements de crédit		-
Sur opérations avec la clientèle		-
Sur opérations de change		-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		-
Sur produits dérivés		-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		-
Sur moyens de paiement		-
Sur activités de conseil et d'assistance		-
Sur ventes de produits d'assurances		-
Sur autres prestations de service		-
Commissions versées		379
Sur opérations avec les établissements de crédit		129
Sur opérations avec la clientèle		-
Sur opérations de change		-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		-
Sur produits dérivés		-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		250
Sur moyens de paiement		-
Sur activités de conseil et d'assistance		-
Sur ventes de produits d'assurances		-
Sur autres prestations de service		-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

(en milliers MAD)

PRODUITS ET CHARGES	31 déc 2018	31 déc 2017
Produits	17 472	225
Gains sur les titres de transaction	17 472	225
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-
Gains sur les produits dérivés	-	-
Gains sur les opérations de change	-	-
Charges		
Pertes sur les titres de transaction	-	-
Moins value de cession sur titres de placement	-	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-
Pertes sur les produits dérivés	-	-
Pertes sur opérations de change	-	-
RESULTAT	17 472	225

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

31 déc 2018

(en milliers MAD)

	Montant
Charges du personnel	42 666
Impôts et taxes	825
Charges externes	7 243
Autres charges générales d'exploitation	4 008
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	4 037
TOTAL	58 778

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

31 déc 2018

(en milliers MAD)

	Montant
Autres produits et charges bancaires	
Autres produits bancaires	17 382
Autres charges bancaires	379
Produits et charges d'exploitation non bancaires	
Produits d'exploitation non bancaires	1 878
Charges d'exploitation non bancaires	185
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	11 196
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	14 226
Produits et charges non courants	
Produits non courants	270
Charges non courantes	10 000

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

(en milliers MAD)

I. DATATION	
Date de clôture (1)	31 déc 2018
Date d'établissement des états de synthèse (2)	Février 2019
(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ère COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indication des événements
	Favorable
	Défavorable

Néant

EFFECTIFS

(En nombre)

EFFECTIFS	31 déc 2018	31 déc 2017
Effectifs rémunérés	102	103
Effectifs utilisés	102	103
Effectifs équivalents plein temps	102	103
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-
Cadres (équivalent plein temps)	93	94
Employés (équivalent plein temps)	9	9
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-

Dispositif de Gestion Globale des Risques

1. Gestion intégrée des risques

1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Équipement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'Institution dans le processus ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il comprend, en outre, les membres suivants :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur;
- 2 représentants du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé ;
- 1 représentant du Ministère de l'Équipement et du Transport ;
- 1 représentant du Ministère de l'Énergie et des Mines ;
- Le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion ;
- Des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit et des Risques, conformément aux dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit.

Le Comité d'Audit et des Risques comprend, outre le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion, Président :

- le Wali, Inspecteur Général de l'Administration Territoriale (Ministère de l'Intérieur) ;
- le Directeur du Trésor et des Finances Extérieures (Ministère de l'Economie et des Finances).

Le Comité d'Audit et des Risques est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue deux fois par an (ou plus souvent si les circonstances l'exigent) des présentations devant le Conseil d'Administration sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Directeur Général du FEC, Président :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant désigné par la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques Interne

Le Comité des Risques Interne, présidé par le Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- valider la stratégie globale de gestion des risques du FEC et de s'assurer de sa mise en œuvre ;
- valider les procédures formelles de gestion des risques en vérifiant leur conformité avec les exigences réglementaires ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Comité ALM-Trésorerie

Le Comité ALM-Trésorerie, présidé par le Directeur Général du FEC, est chargé notamment de :

- veiller sur les équilibres bilanciaux de la banque ;
- s'assurer de l'efficacité du dispositif d'identification, de mesure, de maîtrise et d'atténuation des risques financiers inhérents à l'activité de la Banque ;
- définir la stratégie de couverture, de placement et de financement ;
- définir le plan de refinancement et veiller au respect des limites quant aux risques financiers ;
- examiner sur une base annuelle, les hypothèses qui sont intégrées dans le système de mesure des risques bilanciaux notamment les conventions d'écoulement ;
- piloter le coût de la ressource ;
- définir la politique tarifaire appliquée à la clientèle.
- Examiner l'impact du lancement de nouveaux produits, ou toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation de la banque.

Direction des Risques et Contrôle Permanent

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit et des Risques.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Fonction Conformité

La fonction Conformité est chargée du suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables au FEC.

Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code déontologique applicable au personnel du FEC.

2. Exposition aux risques

Les risques associés aux activités du Fonds d'Équipement Communal sont les suivants :

Risque de crédit : risque qu'une contrepartie ne puisse pas honorer ses obligations contractuelles.

Risque de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Risque de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et sa valeur économique.

Risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Risque de non-conformité : correspond au risque de non-conformité aux lois, règlements et directives réglementaires applicables.

Risque de change : dû aux fluctuations des taux de change.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est autorisé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Economie et des Finances.

Processus de gestion du risque de crédit

A la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, le Pôle Opérations procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des comptes administratifs approuvés des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la Collectivité Territoriale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la Collectivité Territoriale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants :

- la capacité de remboursement de la Collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- L'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques.
- L'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement.
- L'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC.
- L'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets.
- Jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions Générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Territoriales, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours.

Profil de solvabilité

A fin Décembre 2018 :

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 5.762.814 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 84% du risque de crédit et de 16% du risque opérationnel.

Dans le respect des exigences prudentielles, le ratio de solvabilité s'est établi à 77,35%, tandis que le ratio Tier One s'est affiché à 59,92%, reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle, constituées de 99,71% d'engagements au profit des Collectivités Territoriales, ont totalisé 20.296.431 Milliers de DH au 31 Décembre 2018 :

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent, au 31 Décembre 2018, à 8.131.480 Milliers de DH.

L'analyse de la situation des engagements hors bilan arrêtée au 31 Décembre 2018, fait ressortir que 77% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les Collectivités Territoriales sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient de Division Des Risques

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient de division des risques, lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient de division des risques s'établit, selon les modalités de la nouvelle circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib (entrée en vigueur en 2013) à 9,07% à fin Décembre 2018, se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM.

Dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress test ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress test minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 1%.

2.2 Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La Direction Financière se charge de la gestion Actif/Passif.

Le Comité ALM - Trésorerie se charge du suivi transversal et collégial des risques financiers auxquels est exposée l'institution et de l'examen des décisions qui affecteraient la gestion Actif-Passif.

Gestion Actif/Passif

La banque est dotée d'un dispositif qui permet de couvrir les principales sources des risques taux, liquidité et change.

Risque de Liquidité

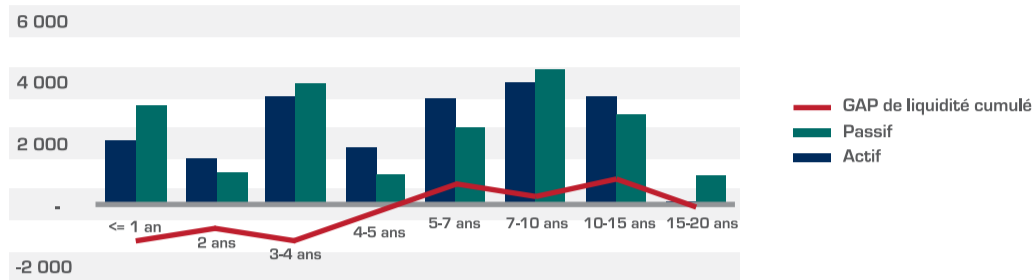
La banque effectue un écoulement statique en liquidité des positions d'actifs, de passifs, issues du portefeuille bancaire et ventilées sur les tranches réglementaires de maturité.

Cette approche permet d'avoir une vision globale sur le profil de liquidité de l'Institution.

» Exposition au 31 Déc 2018

Les impasses de liquidité en flux s'affichent au 31 décembre 2018 comme suit :

IMPASSE ANNUELLES DE LIQUIDITÉ



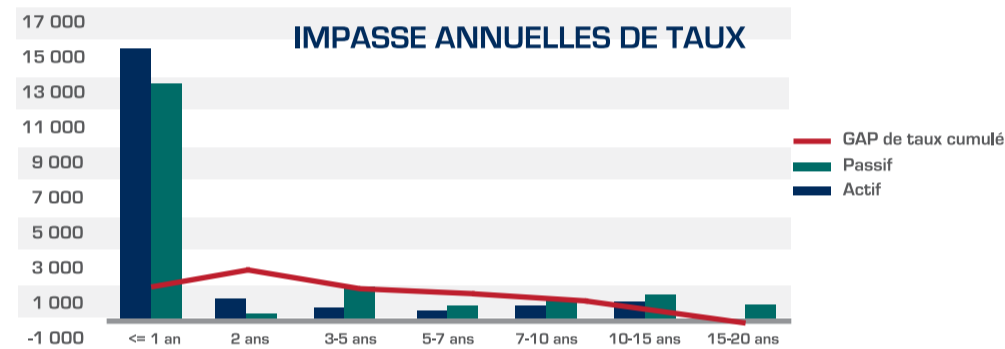
Risque de Taux

La banque effectue un écoulement statique en taux des positions d'actifs, de passifs et de hors bilan, issues du portefeuille bancaire et ventilées sur tranches réglementaires de maturité.

Les postes à taux variable sont répartis selon l'intervalle de temps jusqu'à la prochaine date de révision de taux, et ceux à taux fixe selon leur durée résiduelle.

» Exposition au 31 décembre 2018

Les impasses de taux en flux se présentent au 31 décembre 2018, comme suit :



A fin décembre 2018, les résultats du stress test, font ressortir qu'un choc de +200 pbs des taux engendrait un gain de + 17% du PNB sur un horizon de 12 mois et une baisse de la valeur économique de - 1% par rapport aux fonds propres.

Risque de Change

La couverture du risque de change afférent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie et des Finances/Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt.

2.3 Risques Opérationnels

Organisation et Gouvernance

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Le Comité des Risques Interne se charge de valider la politique de gestion des risques opérationnels, la stratégie de continuité d'activité et de gestion de crise.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;
- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à éviter des blocages de situations.

» Manuel de procédures générales

Le FEC est doté d'un manuel de procédures générales couvrant tous les processus fonctionnels des domaines Pilotage, Métiers et Support. La cartographie générale des processus et procédures a été élaborée selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001 V2008.

Par ailleurs, l'intégration de l'outil de modélisation MEGA process a permis d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet. Ce référentiel fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :

- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
- tous les enregistrements sont conformes aux Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
- toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de communication financière

Le FEC dispose également d'un manuel de communication.

» Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle.

» Plan de Continuité d'Activité

Le FEC dispose, conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 et de la directive n°47/G/2007 de Bank Al-Maghrib, d'un Plan de Continuité d'Activité approuvé par le Conseil d'Administration, permettant d'assurer selon divers scénarios de crise, le fonctionnement en mode dégradé ainsi que la reprise des activités.

La mise en œuvre du PCA du FEC a porté notamment sur la mise en place des :

- Dispositifs de continuité Système d'Information ;
- Dispositifs de continuité logistique ;
- Dispositifs de continuité ressources humaines ;
- Dispositifs de continuité des opérations.

Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, le corpus documentaire PCA (Etude de criticité, stratégie de continuité, procédures, plan de communication...) est mis à jour régulièrement et un plan de maintenance et du renforcement du PCA du FEC est en cours d'élaboration.

Au cours du dernier semestre de l'année 2018, aucun sinistre majeur nécessitant l'activation du PCA, n'est survenu au FEC.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels qui a été reconstruite en 2010 en s'appuyant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank Al Maghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision objective des risques encourus et la réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer :

- L'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques.
- La conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales.
- Le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés.
- La collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des Entités métiers et Supports.

Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs.

A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents.

La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques Interne.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels.

L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4 Risques de Non-Conformité

Conformément à la circulaire n°4/W/2014 et à la directive n°49/G/2007 de Bank Al-Maghrib, le FEC s'est doté d'une politique de conformité et d'une cartographie des risques de non-conformité.

Deloitte.

288, Boulevard Zerktouni
30800 Casablanca
Maroc

Fidaroc
Grant Thornton
L'instinct de la croissance
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité des comptes du Fonds d'Equipelement Communal comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et les états des informations complémentaires (ETIC) ci-joints relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018. Ces comptes qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 4.458.658, dont un bénéfice net de KMAD 269.846, relèvent de la responsabilité des organes de gestion du Fonds.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel du Fonds et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les comptes, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipelement Communal au 31 décembre 2018, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 11 mars 2019

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
CASABLANCA
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/81
Fax : 05 22 22 40 78
Sakhr BENSOUIDA-Korachi
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc
Faïçal Mekourar
Associé



Fonds d'Équipement Communal
Espace Oudayas, angle avenue Annakhil et avenue Ben Barka
B.P. 2175 - Hay Ryad 10 100 - Rabat - Maroc
Tél: +212 (0) 537 56 60 90 à 93 - Fax: +212 (0) 537 56 60 94

www.fec.ma